

AUROPA

Nutizie di l'

Sittembri 2024



LA COMMISSION VON DER LEYEN II 2024-2029

Le « casting » du futur collègue ainsi que la répartition des responsabilités entre les prochains commissaires a été dévoilé par sa Présidente, Ursula VON DER LEYEN, le 17 septembre à Strasbourg.

La composition de la nouvelle Commission VON DER LEYEN II diffère de l'actuelle notamment sur le nombre de Vice-Présidence (3 actuellement contre 6 pour la prochaine) et est à l'image des rapports de force au sein des 27, avec un Parti populaire européen (PPE) fort. Ainsi sur les 26 portefeuilles répartis (1 par Etat membre de l'UE, ainsi que la Présidence), 14 reviennent au Parti populaire européen (contre 10 dans l'actuelle équipe).

Sur les 6 vice-présidences, 4 postes ont été attribués à des femmes : l'espagnole Teresa RIBERA au poste de vice-présidente exécutive pour une transition propre, juste et compétitive, et Commissaire à la concurrence, la finlandaise Henna VIRKKUNEN au poste de Vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, commissaire chargée des technologies numériques et des technologies d'avant-garde, l'estonienne Kaja KALLAS en tant que Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la Roumaine Roxana MÎNZATU comme vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de la préparation, commissaire chargée des compétences, de l'éducation, des emplois de qualité et des droits sociaux, et 2 postes de vice-présidence pour Stéphane

SOMMAIRE

À LA UNE	1-4
AGENDA	5
BRÈVES	4-11
APPELS À PROPOSITIONS	12-20
CONSULTATIONS PUBLIQUES	21
BIBLIOTHÈQUE	22-23

Antenne de la Collectivité de Corse
à Bruxelles
36, rue Breydel
B-1040 Bruxelles
<https://www.europa.corsica/antenne-bruxelles/>
antennebruxelles@isula.corsica

SÉJOURNÉ (vice-président exécutif chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, et commissaire chargé de l'industrie, des PME et du marché unique) et l'italien Raffaele FITTO (vice-président exécutif, commissaire en charge de la politique de cohésion, du développement régional et des villes).

A la suite de leur approbation par le Conseil européen, les membres du collège seront tous auditionnés à partir du 4 novembre par les députés européens, qui devront ensuite approuver (ou non) leurs candidatures.

Le nouveau collège, composée de 11 femmes et 16 hommes est le suivant :



Maria Luís ALBUQUERQUE, Portugal, Commissaire en charge des services financiers et de l'Union de l'épargne et de l'investissement, 56 ans, Parti social-démocrate (PPE). Titulaire d'une licence d'économie de l'université de Lisbonne et d'un master en économie monétaire et financière de l'université polytechnique de Lisbonne. Haut fonctionnaire (Direction générale du Trésor, et au sein de l'entreprise publique Rede ferroviara nacional), elle a été ministre des Finances du Portugal entre 2013 et 2015.



Magnus BRUNNER, Autriche, Commissaire aux affaires intérieures et à la migration, 52 ans, ÖVP (PPE). Titulaire d'un doctorat en droit des universités d'Innsbruck et de Vienne et d'un diplôme de droit de 3^{ème} cycle du King's College de Londres. Nommé ministre des Finances en 2021, il a été, de 2020 à 2021, secrétaire d'État au ministère des Transports, de l'Innovation et de la Technologie. De 2009 à 2020, il siégeait au Conseil fédéral (Chambre haute du Parlement autrichien).



Valdis DOMBROVSKIS, Lettonie, Commissaire chargé de l'économie et de la productivité, de la mise en œuvre et de la simplification, 52 ans, Unité (PPE). Economiste. Nommé en 2019 vice-président exécutif de la Commission chargé de l'Économie et du Social, il reprend le portefeuille du Commerce après la démission de Phil Hogan. Il est nommé commissaire européen chargé de l'Euro et du Dialogue social sous la Commission Juncker. Premier ministre de la Lettonie de 2009 à 2014. Député européen de 2004 à 2009. Ministre des Finances de 2002 à 2004.



Raffaele FITTO, Italie, Vice-président exécutif chargé de la cohésion et des réformes, commissaire chargé de la politique de cohésion, du développement régional et des villes, 54 ans, Frères d'Italie (ECR). Ministre des Affaires européennes, de la Cohésion et du Plan de relance, depuis 2022 au sein du gouvernement de Giorgia MELONI. Député européen en 2014, réélu en 2019. Entre 2008 et 2011, il est ministre des Relations avec les régions dans le gouvernement de Silvio BERLUSCONI. De 2000 à 2005, il est le Président de la région des Pouilles.



Christophe HANSEN, Luxembourg, Commissaire à l'agriculture et à l'alimentation, 42 ans, Parti populaire chrétien-social (PPE). Secrétaire général du Parti populaire chrétien-social (CSV), il est élu à la Chambre des députés du Luxembourg en octobre 2023. Député européen de 2018 à 2023. De 2007 à 2014, il a été conseiller politique de l'eurodéputée Astrid LULLING et a travaillé en tant qu'attaché en charge de l'environnement à la Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'UE.



Wopke HOEKSTRA, Pays-Bas, Commissaire au climat, à la croissance nette zéro et à la croissance propre, et responsable de la fiscalité, 48 ans, CDA (PPE). Nommé commissaire européen à l'Action pour le climat en 2023, il succède à Frans TIMMERMANS mais ne reprend pas l'intégralité de son portefeuille. Ministre des Affaires étrangères en 2022, ministre des Finances en 2017, Sénateur en 2011. Il travaille dans le secteur privé chez Shell puis chez McKinsey jusque en 2017.



Dan JØRGENSEN, Danemark, Commissaire à l'énergie et au logement, 49 ans, Social-démocratie (S&D). Il est ministre de la Coopération pour le développement et de la Politique climatique globale depuis 2022, au sein du gouvernement FREDERIKSEN I. De 2019 à 2022, il est ministre du Climat et de l'Énergie et a été, de 2013 à 2015, ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche au sein des gouvernements THORNING-SCHMIDT I et II. Député européen de 2004 à 2013.



Kostás KADIS, Chypre, Commissaire à la pêche et aux océans, 57 ans, indépendant. Titulaire d'un doctorat de biologie à l'université d'Athènes. Ministre de l'Agriculture, du développement rural et de l'environnement de 2018 et 2023, ministre de l'Education et de la Culture de 2014 à 2018, ministre de la Santé de 2007 à 2008. Président du Comité technique chypriote grec pour l'environnement entre 2008 et 2014. Professeur d'Université sur l'environnement et la biodiversité.



Kaja KALLAS, Estonie, Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères, 47 ans, Parti de la réforme (Renew Europe). Juriste. Premier ministre de l'Estonie depuis 2021. Eurodéputée de 2014 et 2018. Elle a été désignée par les 27 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE en juin 2024, mais doit encore être approuvée par le Parlement européen.



Marta KOS, Slovénie, Commissaire à l'élargissement, également responsable du voisinage oriental et de la reconstruction de l'Ukraine, 59 ans, Mouvement pour la liberté (Renew Europe). Diplomate et femme politique, elle a été ambassadrice en Suisse de 2017 à 2020 et en Allemagne de 2013 à 2017. Vice-présidente du Mouvement pour la Liberté en 2022.



Andrius KUBILIUS, Lituanie, Commissaire à la défense et à l'espace, 67 ans, TS-LKD (PPE). Universitaire, diplômé de Physique. Député européen depuis 2019, il a été Premier ministre de Lituanie de 2008 à 2012 et de 1999 et 2000. Président du parti de l'Union de la patrie – Chrétiens-démocrates de 2003 à 2015. Député de 1992 à 2019.



Hadja LAHBIB, Belgique, Commissaire à la préparation et à la gestion des crises, 54 ans, Mouvement réformateur (Renew Europe). Diplômée en journalisme de l'Université de Bruxelles. Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur depuis 2022, au sein du gouvernement d'Alexander DE CROO. Auparavant, elle était journaliste à la RTBF où elle a présenté pendant 20 ans le journal télévisé et a été envoyée spéciale en Afghanistan et au Moyen-Orient.



Michael McGRATH, Irlande, Commissaire chargé de la démocratie, de la justice et de l'État de droit, 47 ans, Fianna Fail (Renew Europe). Nommé ministre des Finances en décembre 2022 dans le gouvernement de Leo VARADKAR. Entre 2020 et 2022, il est ministre des Dépenses publiques et de la Réforme. Député du comté de Cork de 2007 à 2020.



Glenn MICALLEF, Malte, Commissaire chargé de l'équité intergénérationnelle, de la culture, de la jeunesse et du sport, 34 ans, Parti travailliste (S&D). Diplômé d'économie à l'université de Malte. Chef de cabinet du Premier ministre Robert ABELA depuis 2020. Auparavant, il a été directeur général du département de coordination de l'UE au ministère des Affaires étrangères.



Roxana MINZATU, Roumanie, Vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de la préparation, commissaire chargée des compétences, de l'éducation, des emplois de qualité et des droits sociaux, 44 ans, Parti social-démocrate (S&D). Titulaire d'une licence en sciences politiques de l'université de Bucarest et d'une maîtrise en intégration européenne. Élu au Parlement européen en 2024, elle a été auparavant ministre des Fonds européens de Roumanie de juin à novembre 2019. Députée de 2016 à 2019.



Teresa RIBERA, Espagne, Vice-présidente exécutive pour une transition propre, juste et compétitive, Commissaire à la concurrence, 55 ans, Parti socialiste ouvrier espagnol (S&D). Diplômée en droit, droit constitutionnel et sciences politiques. Vice-présidente du gouvernement de Pedro SANCHEZ et ministre de la Transition écologique et du Défi démographique depuis 2018. Directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales de 2014 à 2018, elle participe à la négociation de l'accord de Paris sur le climat. Entre 2008 et 2011, elle est Secrétaire d'État chargée du Climat.



Jessika ROSWALL, Suède, Commissaire chargée de l'environnement, de la résilience de l'eau et d'une économie circulaire compétitive, 51 ans, Parti modéré de rassemblement (PPE). Ministre des affaires européennes depuis 2022. Députée de 2010 à 2022.



Piotr SERAFIN, Pologne, Commissaire au budget, à la lutte contre la fraude et à l'administration publique, 50 ans, Plateforme civique (PPE). Représentant permanent de la Pologne auprès de l'UE depuis 2023. Directeur de l'énergie, des transports et des télécommunications au Conseil de l'UE de 2020 à 2023. Directeur de cabinet du président du Conseil européen, Donald TUSK de 2014 et 2019. Secrétaire d'État aux Affaires européennes de 2012 à 2014, directeur adjoint du cabinet du commissaire européen au Budget de 2010 à 2012.



Stéphane SEJOURNE, France, Vice-président exécutif chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, commissaire chargé de l'industrie, des PME et du marché unique, 39 ans, Ensemble pour la République (Renew Europe). Diplômé en droit de l'université de Poitiers. Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères depuis janvier 2024. Eurodéputé de 2019 à 2024, président du groupe Renew Europe depuis 2021, Secrétaire général de Renaissance depuis 2022. Conseiller parlementaire à l'Élysée en 2017. Conseiller au cabinet du ministre de l'Économie en 2014, conseiller en charge des relations institutionnelles de la Région Île-de-France (2012-2014), salarié de la Fédération des produits de l'épicerie de 2011 à 2012.



Jozef SIKELA, République Tchèque, Commissaire aux partenariats internationaux, 57 ans, Mouvement des maires et indépendants (PPE). Diplômé en économie. Ministre de l'Industrie et du Commerce depuis décembre 2021. Auparavant, dirigeant de banque.



Apóstolos TZITZIKOSTAS, Grèce, Commissaire pour le transport durable et le tourisme, 45 ans, Nouvelle démocratie (PPE). Titulaire d'une maîtrise en administration publique européenne et en économie à l'University College de Londres, diplômé en sciences politiques de l'université de Georgetown. Gouverneur de la Région de Macédoine-Centrale depuis 2013 et Président de l'union des régions grecques depuis 2019. Président du Comité européen des Régions de 2020 à 2022.



Henna VIRKKUNEN, Finlande, Vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, commissaire chargée des technologies numériques et des technologies d'avant-garde, 52 ans, Parti de la coalition nationale (PPE). Journaliste. Députée européenne depuis 2014. Ministre des Transports en 2014, ministre de l'Administration publique de 2011 et 2014, ministre de l'Éducation de 2007 à 2011.



Olivér VARHELYI, Hongrie, Commissaire à la santé et au bien-être animal, 52 ans, Indépendant. Juriste. Commissaire européen à la Politique de voisinage et à l'Élargissement de 2019 à 2024, Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Union européenne de 2015 à 2019. Auparavant, fonctionnaire à la Commission européenne (DG Marché intérieur)



Ekaterina ZAHARIEVA, Bulgarie, Commissaire chargée des start-ups, de la recherche et de l'innovation, 49 ans, GERB (PPE). Avocate. Ministre des Affaires étrangères de 2017 à 2021, ministre de la Justice de 2015 à 2017 et ministre du Développement régional de 2013 à 2015. Auparavant, conseillère juridique du ministère de l'Environnement et de l'Eau.



Maroš ŠEFCOVIC, Slovaquie, Commissaire au commerce et à la sécurité économique, aux relations interinstitutionnelles et à la transparence, 57 ans, SMER-SD. Diplomate. Vice-président exécutif en charge du Green Deal après la démission de Frans TIMMERMANS en 2023, en plus de son portefeuille aux relations interinstitutionnelles. Commissaire européen de l'Education et de la culture, puis de l'Energie et ensuite des relations interinstitutionnelles de 2009 à 2014. Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'UE de 2004 à 2009.



Dubravka ŠUICA, Croatie, Commissaire pour la Méditerranée, 67 ans, HDZ (PPE). Professeure d'anglais et d'allemand. Vice-présidente de la Commission européenne chargée de la Démocratie et de la Démographie de 2019 à 2024. Députée européenne dès l'adhésion de la Croatie à l'UE en 2013, maire de Dubrovnik de 2001 à 2009.



BRÈVES / NUTIZIE

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL / AGRICOLTURA È SVILUPPU RURALE

Rapports de la Cour des comptes européenne sur la mise en œuvre de la PAC

5



La Cour des comptes européenne vient de publier deux rapports critiques sur la mise en œuvre de la PAC. Le [1^{er} rapport](#) met en exergue l'écart significatif relevé entre les objectifs environnementaux et climatiques de UE et les plans agricoles nationaux dans le cadre de la PAC 2023-2027. Selon la Cour, alors que les États membres disposent d'une flexibilité pour intégrer les ambitions écologiques de l'UE, ils ont trop largement eu recours aux dérogations aux normes environnementales, limitant ainsi l'impact des mesures de verdissement. La Cour souligne que les plans ne

sont pas plus ambitieux qu'auparavant et ne sont pas alignés avec les objectifs du Pacte vert et qu'en dépit de l'introduction des éco-régimes pour encourager les pratiques durables, les efforts environnementaux demeurent insuffisants. Les indicateurs précis pour mesurer les progrès réels en matière écologique sont également manquants. En conclusion, la Cour estime qu'un fossé s'est creusé entre les objectifs environnementaux et climatiques de l'UE et les plans agricoles des États membres.

Le [2^{ème} rapport](#) de la Cour des comptes européenne s'interroge sur l'efficacité du soutien de l'UE à l'agriculture biologique, soulignant l'absence de vision au-delà de 2030. Selon la Cour, malgré les financements importants, le secteur reste une niche, avec des faiblesses dans la stratégie actuelle. Bien que la superficie des terres biologiques ait augmenté, les auditeurs pointent aussi un manque d'attention aux besoins du secteur et aux objectifs environnementaux et soulignent que l'impact de la politique menée n'a pas pu être évalué en raison de problèmes liés aux données (absence de valeurs cibles quantifiables et de moyens pour mesurer les progrès accomplis).

Avenir de la PAC : présentation du rapport final du Dialogue stratégique

En pleine crise agricole, la Présidente de la Commission européenne a lancé en janvier dernier un dialogue stratégique ayant pour objectif de réfléchir à l'avenir de l'agriculture en Europe. Un [rapport final](#) rédigé par un panel de 29 experts issus du secteur agroalimentaire, de la société civile et du monde scientifique, et intitulé « *Une perspective commune pour l'agriculture et l'alimentation en Europe* », lui a été récemment remis.

Ce document présente une série de recommandations visant à transformer durablement le système agroalimentaire de l'UE à l'horizon 2028. Les recommandations s'articulent autour de 5 grands piliers et soulignent la nécessité de renforcer la position des agriculteurs, de promouvoir des pratiques agricoles durables, et d'adapter les outils de gestion des risques face aux incertitudes climatiques, économiques et géopolitiques.

- Le premier de ces piliers, Travailler ensemble en vue d'un avenir durable, met en avant l'importance d'une réforme de la PAC afin de la rendre plus apte à répondre aux défis contemporains. Parmi les priorités, figure l'accès au financement pour les agriculteurs et la reconnaissance du rôle central des marchés internationaux dans la stabilité du secteur agroalimentaire ;
- Progresser sur la voie de systèmes agroalimentaires durables, en soutenant des pratiques agricoles durables, y compris pour l'élevage, en sensibilisant davantage au bien-être animal et en encourageant les consommateurs à s'orienter vers des régimes alimentaires plus durables ;
- Promouvoir la résilience transformatrice : face aux risques environnementaux, climatiques, géopolitiques et économiques croissants, en renforçant les outils de gestion des risques et la gestion des crises, en promouvant une agriculture résiliente en eau et des approches innovantes en matière de sélection végétale ;
- Développer un secteur attrayant et diversifié en accompagnant notamment le renouvellement des générations, l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection des travailleurs ;
- Améliorer l'accès aux connaissances et à l'innovation, ainsi que leur utilisation : une Gouvernance renouvée favorisant une collaboration accrue entre tous les acteurs du secteur agroalimentaire doit être recherchée. Le rapport propose ainsi la mise en place d'une plateforme dédiée qui regrouperait les parties prenantes, dont les agriculteurs, la société civile et les scientifiques, afin de poursuivre la réflexion sur la durabilité et la résilience des systèmes alimentaires.

Ce rapport servira de base aux réflexions de la Commission VON DER LEYEN II dans ce domaine, qui se traduiront par l'élaboration d'une feuille de route dans les 100 premiers jours du nouveau mandat.

6



AGENDA

7-10 octobre : Semaine européenne des villes et régions organisée par le Comité des Régions et la Commission, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

9 octobre : Conférence de haut niveau «Les régions insulaires et le prochain cycle législatif de l'UE» organisée par la Collectivité de Corse avec les régions Åland, les îles Baléares, la Crète, Gotland, Gozo, les îles Ioniennes, et la Sardaigne, Bruxelles - Plus d'informations [ici](#) et accès au webstreaming [ici](#)

9-10 octobre : Global Gateway - Événement de haut niveau pour la jeunesse organisé par la Commission européenne - Plus d'informations [ici](#)

11 octobre : Conférence annuelle du service de gestion des urgences Copernicus organisée par la Commission européenne, en ligne
Plus d'informations [ici](#)

15 octobre : Webinaire d'information sur les appels « Espace européen de l'enseignement supérieur » et « Centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique » organisé par la Commission européenne - Plus d'informations [ici](#)

15 octobre : Webinaire d'information sur l'appel européen « spécialisation intelligente pour une économie bleue durable et une agriculture océanique régénératrice » organisé par la Commission européenne
Plus d'informations [ici](#)

21-22 octobre : Journée européenne de la concurrence organisée par la présidence hongroise du Conseil de l'UE, Budapest (Hongrie)
Plus d'informations [ici](#)

16 octobre : Événement en ligne « rapport du groupe d'experts sur l'évaluation intermédiaire d'Horizon Europe » - Plus d'informations [ici](#)

21-25 octobre : Semaine européenne de la sécurité et de la santé au travail organisée par l'agence européenne de la sécurité et de la santé au travail, UE
Plus d'informations [ici](#)

6-8 novembre : Forum 2024 « Traduire l'Europe » organisé par la Commission européenne, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT / EDUCAZIONE, GHJUVENTÙ, CULTURA È SPORT

Ouverture des candidatures pour DiscoverEU



La Commission européenne vient d'ouvrir les candidatures pour le nouvel appel DiscoverEU qui permettra à 35.500 jeunes nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2006 d'obtenir un titre de transport gratuit pour voyager dans l'UE. Pour être admissibles, les jeunes de l'UE et des pays associés au programme Erasmus + ont jusqu'au 16 octobre, 12h, pour répondre à un quiz de 5 questions sur l'UE, ainsi qu'à 1 question supplémentaire sur le portail européen de la jeunesse. Les jeunes seront classés selon leurs réponses et les titres de transports seront attribués en fonction de ce classement.

Les lauréats pourront voyager gratuitement dans toute l'Europe pendant 30 jours maximum, entre le 1^{er} mars 2025 et le 31 mai 2026 et ils bénéficieront également de cartes de réduction sur les transports publics, la culture, l'hébergement, les repas, le sport et autres services.

Des réunions d'informations avant le départ seront organisées par les agences nationales Erasmus +.

Plus d'informations : [ici](#)

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION / IMPIEGU, AFFARI SOCIALI È INCLUSIONE

Rapport 2024 sur l'emploi et les développements sociaux en Europe

Le [rapport](#) 2024 sur l'emploi et les développements Sociaux en Europe (ESDE), publié le 19 septembre dernier par la Commission européenne, montre que les investissements sociaux et les réformes dans des domaines clés sont essentiels pour améliorer l'emploi, réduire les inégalités sociales et soutenir la croissance économique dans l'Union européenne.

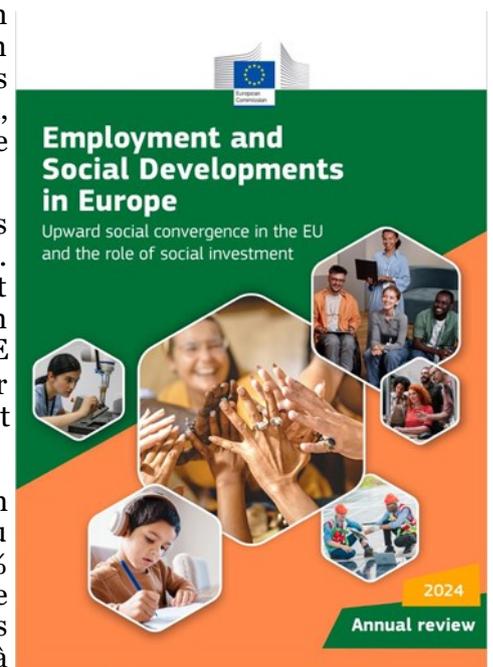
Le rapport révèle notamment que les investissements dans l'éducation et la petite enfance ont eu des effets positifs importants. Ils permettent aux parents, en particulier aux mères, de trouver et conserver un emploi, réduisant ainsi les écarts entre les sexes en matière d'emploi et de salaire. Pour atteindre les objectifs de l'UE pour 2030, un investissement supplémentaire de 11 milliards d'€ par an dans les services d'éducation et de garde de la petite enfance serait nécessaire.

Le rapport met également en évidence l'importance de l'accès à un logement abordable pour réduire la pauvreté. En 2022, les aides au logement ont permis de réduire le taux de risque de pauvreté de 1,4 % dans l'UE. Pourtant, de nombreux États membres souffrent d'une sous-offre critique de logements sociaux, en raison de divers blocages dans la planification, la construction et les investissements. Face à cette crise, la Commission prévoit de lancer un Plan européen pour un logement abordable.

En ce qui concerne les politiques du marché du travail, des programmes de formation financés par l'UE, notamment via le Fonds Social Européen Plus (ESF+), doté de plus de 65 milliards d'€, continuent de jouer un rôle crucial pour soutenir une transition équitable vers une économie verte et numérique.

Malgré ces progrès, des disparités importantes subsistent, tant entre les pays qu'au sein de ceux-ci. Le rapport ESDE insiste sur la nécessité de continuer à investir dans les politiques sociales pour combler ces écarts et garantir un avenir inclusif pour tous les Européens.

Plus d'informations : [ici](#)



Rapport 2024 sur l'état de l'Union de l'énergie

Le rapport 2024 sur l'état de l'Union de l'énergie, publié par la Commission européenne, met en lumière les progrès accomplis dans la sécurisation d'une énergie propre, compétitive et abordable pour tous les citoyens de l'UE. Il relève ainsi plusieurs avancées significatives :

- Au 1^{er} semestre 2024, 50 % de l'électricité de l'UE provenait pour la première fois de sources renouvelables. La part de l'éolien dans le mix énergétique a même dépassé le gaz et atteint la 2^{ème} place, derrière le nucléaire, tandis que l'installation de nouvelles capacités solaires a atteint un record en 2023 avec 56 GW ;
- La dépendance au gaz russe est passé de 45% en 2021 à 18 % en juin 2024, grâce à des importations accrues de plusieurs partenaires comme la Norvège et les États-Unis ;
- L'UE a réduit la demande de gaz de 138 milliards de m³ entre août 2022 et mai 2024, tout en atteignant de manière anticipée un taux de stockage de gaz d'hiver de 90 % ;

Le rapport souligne également l'urgence d'intensifier les efforts pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030. Il insiste sur la nécessité pour les États membres de finaliser leurs plans nationaux en matière d'énergie et de climat (PNEC) afin de garantir une transition énergétique réussie.

Ce document réaffirme aussi l'engagement de l'UE à rester chef de file mondial dans la lutte contre le changement climatique, tout en promouvant la compétitivité industrielle à travers le développement des technologies « zéro net » et des partenariats industriels stratégiques.

Enfin, le rapport met en avant l'importance des initiatives prises pour soutenir l'Ukraine dans sa crise énergétique, avec notamment la synchronisation des réseaux électriques et un soutien financier dépassant les 900 millions d'€.

Plus d'informations : [ici](#)

Eurobaromètre 2024 sur les Européens à l'égard de la politique énergétique de l'UE



Le dernier [rapport](#) Eurobaromètre, publié en septembre 2024, révèle une adhésion importante de la part des citoyens européens à la transition énergétique, tout en soulignant la nécessité d'un soutien renforcé pour rendre l'énergie plus abordable. Une large majorité des Européens, soit 77 %, souhaite une plus grande coordination de l'UE dans les politiques énergétiques.

Les résultats montrent que 79 % des Européens sont convaincus que les objectifs climatiques de l'UE vont stimuler la création d'emplois et attirer des investissements dans les énergies renouvelables. En outre, une majorité pense que ces politiques permettront de réduire la dépendance énergétique, tandis que 69 % des participants estiment que cela devrait, à terme, diminuer les factures d'énergie pour les ménages et les entreprises.

Près de 77 % des citoyens européens déclarent avoir déjà pris des mesures pour réduire leur consommation d'énergie à domicile, et environ la moitié ont modifié leur mode de transport pour consommer moins d'énergie. Cependant, 37 % des répondants n'ont pas pu entreprendre de telles actions, principalement en raison de difficultés financières, ou parce qu'ils sont locataires et dépendent des décisions des propriétaires.

En [France](#), les tendances suivent de près celles observées à l'échelle européenne. Une majorité de Français soutiennent l'investissement dans les énergies renouvelables, tout en appelant à des mesures pour économiser l'énergie dans les bâtiments.

Plus d'informations : [ici](#)

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME / MERCATU INTERNU, INDUSTRIA, IMPRESARIATU È PME

Le rapport DRAGHI sur la compétitivité européenne



A l'origine attendu avant les élections européennes, Mario DRAGHI a remis [son rapport](#) sur l'avenir de la compétitivité européenne le 9 septembre dernier à la Présidente de la Commission européenne. Ce document met notamment en lumière les obstacles actuels qui entravent la compétitivité européenne (manque de compétences dans les technologies stratégiques et de capacité à l'innovation, prix de l'énergie élevés) et souligne l'urgence de la situation pour faire face à la concurrence internationale, et plus particulièrement chinoise et américaine. Pour augmenter la productivité et la croissance dans l'UE, le rapport propose 3 axes principaux d'actions :

- Innover et combler le retard technologique ;
- Avoir un plan commun pour la décarbonation et la compétitivité ;
- Renforcer la sécurité et réduire les dépendances.

A partir de ces 3 grands axes, le rapport décline 170 recommandations dans 10 secteurs clés, comprenant notamment l'énergie, l'intelligence artificielle, les semiconducteurs. Parmi l'ensemble de ces recommandations, on peut citer la proposition de doubler le budget du programme-cadre de recherche et d'innovation

pour le porter à 200 milliards d'€, la création d'une agence européenne pour l'innovation de rupture, la création d'un nouveau statut « d'entreprise européenne innovante », la réforme du marché de l'électricité et le découplage de la rémunération des énergies renouvelables et du nucléaire de celle des combustibles fossiles, ou la création d'une plateforme pour sécuriser les approvisionnements en matières premières critiques.

Le diagnostic réalisé par M. DRAGHI sur l'état de l'économie de l'UE est grave et nécessite, selon lui, des investissements massifs (750 à 800 milliards d'€/an) qui sous-tendent une mobilisation plus efficace des fonds privés, un changement radical du budget de l'UE et le recours à un nouvel emprunt commun. Le CFP post-2027 devrait ainsi se recentrer sur les grandes priorités de l'UE et le nombre de programmes de financement devrait être réduit, pour éviter les doublons et la fragmentation. Selon le rapport, la politique de cohésion, qui représente une grosse partie du CFP (30,5% du budget), doit être plus efficace, se concentrer sur l'innovation et l'achèvement du marché intérieur et être fléchée vers les priorités suivantes : la numérisation, les transports, l'éducation et la connectivité.

L'accueil réservé à la proposition de nouvel emprunt commun a été très réservé, notamment par les Etats membres dits les plus frugaux, réticents à l'idée d'une nouvelle dette commune. La Présidente VON DER LEYEN a quant à elle indiqué que les besoins de financements étaient vérifiés mais qu'ils seraient assurés soit par une augmentation des contributions nationales, soit par de nouvelles ressources propres. Les rapports LETTA - présenté en avril dernier - et DRAGHI serviront de bases aux orientations politiques de la Commission et ont déjà été repris dans les lettres de mission des futurs commissaires.

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

Portail de financement européen pour favoriser la transition écologique du secteur maritime

La Commission européenne a récemment mis en place un [portail de financement](#) pour soutenir la transition écologique dans le domaine maritime qui propose aux entreprises et aux organisations un panel des solutions financières existantes pour moderniser la flotte, améliorer son efficacité et réduire son empreinte environnementale.

La Commission encourage l'ensemble des acteurs du secteur maritime, y compris les PME, les institutions financières et d'autres organisations, à consulter cette plateforme et à exploiter les opportunités de financement offertes.



Plus d'informations : [ici](#)

Rappel - Conférence sur les régions insulaires et le nouveau cycle institutionnel européen le 9 octobre 2024


La Collectivité de Corse et les régions insulaires partenaire de Sardaigne, des Iles Baléares, de Gozo, de Crète, des Iles Ioniennes, de Gotland et d'Åland organisent à Bruxelles, le 9 octobre, une conférence politique de haut niveau, dans le cadre de la [22^{ème} édition de la Semaine européenne des régions et des villes](#), intitulée «Les régions insulaires et le nouveau cycle institutionnel de l'UE».

La conférence, accessible le jour même [en streaming](#) sur le site internet du Comité des Régions permettra d'évoquer les obstacles liés à l'insularité et les mesures nécessaires au niveau européen pour une prise en compte effective de la dimension insulaire dans la réglementation européenne.

Plus d'informations : [ici](#)

RELANCE / RILANCIU**Rapports de la Cour des comptes européenne sur la Facilité pour la reprise et la résilience**

10



À mi-parcours de la mise en œuvre du Plan de relance européen Next Generation EU, la Cour des comptes européenne a rendu début septembre deux rapports critiques sur la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR).

Dans son [1^{er} rapport](#), la Cour pointe le retard pris dans l'absorption des fonds alloués. Fin 2023, seuls 213 milliards d'€ sur les 723,8 milliards prévus avaient été versés, soit 70 % des demandes initialement attendues. Les retards sont attribués à plusieurs facteurs, tels que l'inflation, les pénuries d'approvisionnement et la complexité des règles environnementales. De plus, une capacité administrative insuffisante dans certains États membres complique également l'utilisation des fonds. Certains États membres, comme la Pologne et la Belgique, accusent des retards importants tandis que d'autres, comme l'Allemagne et l'Italie, ont déjà utilisé la totalité des fonds prévus (la France se situant ans la fourchette haute). Un autre point soulevé par la Cour concerne le risque que certains projets ne soient pas menés à terme, malgré des fonds déjà déboursés.

Dans son [2^{ème} rapport](#), la Cour des comptes critique l'écart entre les objectifs climatiques annoncés et les réalités des dépenses allouées, suggérant que la contribution réelle à la transition verte pourrait être surévaluée de 34,5 milliards d'€. La Cour appelle à une meilleure évaluation et transparence des coûts réels des projets et à une application plus stricte des principes environnementaux dans les États membres.

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES / RETI DI CUMUNICAZIONE, CUNTENUTU È TECNULUGIE

Adoption de la législation européenne sur l'IA



En août dernier, le [règlement sur l'intelligence artificielle \(IA\)](#) est entré en vigueur. Il vise à garantir un usage de l'IA responsable tout en assurant la protection des droits fondamentaux des citoyens et en encourageant l'innovation.

Le règlement classe les systèmes d'IA selon leur niveau de risque. Les systèmes à risque minime, comme les filtres anti-spam, ne sont soumis à aucune obligation particulière. Pour les systèmes à risque spécifique, comme les *chatbots* et les *deepfakes*, des exigences de transparence sont imposées. Les utilisateurs doivent savoir qu'ils interagissent avec une machine ou que des contenus générés par IA, comme les vidéos truquées, doivent être clairement signalés. Les systèmes à risque élevé, tels que ceux utilisés pour le recrutement ou l'octroi de crédits, devront respecter des normes strictes en matière de sécurité, de transparence et de robustesse, tout en garantissant un contrôle humain. Enfin, certains systèmes, jugés à risque inacceptable, comme la reconnaissance biométrique en temps réel dans les espaces publics ou les outils de notation sociale, sont interdits. Le règlement encourage également l'innovation à travers des « bacs à sable réglementaires » (*regulatory sandboxes*), permettant aux entreprises de tester leurs technologies dans des cadres légaux adaptés. Une attention particulière sera portée aux modèles d'IA à usage général afin d'assurer leur transparence et de réduire les risques systémiques.

Les États membres de l'UE ont jusqu'au 2 août 2025 pour nommer des autorités responsables de la mise en œuvre du règlement. Un bureau de l'IA, créé au sein de la Commission européenne, assurera la supervision de l'application uniforme des règles et coordonnera les efforts des États membres.

Pour encourager une application progressive de ce règlement, l'UE a aussi lancé [un pacte sur l'IA](#), invitant les entreprises à adopter dès maintenant les pratiques prévues par le règlement, avant son entrée en vigueur complète en août 2026. Ce pacte est conçu pour stimuler la coopération entre les parties prenantes, notamment l'industrie, la société civile et les autorités de régulation, afin de garantir une adoption responsable de l'IA dans toute l'Europe.

11

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE

Comment rendre la profession infirmière plus attractive ?

La Commission européenne a récemment signé un accord avec le bureau européen de l'Organisation Mondiale pour la Santé pour accompagner les 27 États membres de l'UE à rendre la profession infirmière plus attractive. Cet accord, financé par le programme EU4Health à hauteur de 1,3 millions d'€ sur 3 ans, cible particulièrement les pays confrontés à de graves pénuries d'infirmières. Parmi les mesures déployées figurent la création de plans de recrutement, des programmes de mentorat pour les jeunes infirmières, ainsi que des études visant à identifier les causes des pénuries de personnel.

Plus d'informations : [ici](#)



APPELS À PROPOSITIONS / CHJAMA À PRUPOSTA

AFFAIRES MARITIMES ET PÊCHE / AFFARI MARITTIMI È PESCA

EMFAF-2025-PIA-FLAGSHIP-I3 - [coopération régionale maritime favorisant la spécialisation intelligente et l'innovation dans l'économie bleue durable](#)

Échéance : 18/02/2025

Budget de l'appel : 5,7 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1,5 à 2,5 millions d'€

EMFAF-2025-PIA-FLAGSHIP-OCEANFARMING - [Démontrer la faisabilité et les avantages environnementaux de l'agriculture océanique régénératrice et stimuler l'innovation dans le domaine des algues](#)

Échéance : 18/02/2025

Budget de l'appel : 5,7 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 700.000 à 1 million d'€

ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT / EDUCAZIONE, GHJUVENTÙ, CULTURA È SPORT

[Erasmus + - Action clé n° 1 : mobilité à des fins d'éducation et de formation](#)

KA120 – [accréditation Erasmus](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

KA122 – [Projets de mobilité à court terme](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

KA150-YOU – [Accréditation Erasmus dans le domaine de la jeunesse](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : 0

KA152-YOU – [Mobilité des jeunes](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

KA153YOU – [Mobilité des jeunes travailleurs](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, besoins particuliers)

KA154YOU – [Activité de participation jeunesse](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

KA155YOU – [Actions d'inclusion DiscoverEU](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

KA182SPO – [Mobilité des encadrants sportifs](#)

Echéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses d'études, besoins particuliers)

[DiscoverEU](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 41 millions d'€ – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé

ERASMUS-EDU-2022-ECHE-CERT-FP – [Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur](#)

Échéance : 28/01/2025 ; 27/01/2026 ; 26/01/2027

Budget de l'appel : non applicable – Contribution de l'UE par projet : non applicable

Erasmus + - Action clé n° 2 : coopération entre organisations et établissementsKA210 – [Partenariats à petite échelle](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : 30.000 à 60.000 €

KA220 – [Partenariats de coopération](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : 120.000 à 400.000 €

Erasmus + - Action clé n°3 : Soutien à l'élaboration des politiques et à la coopérationERASMUS-EDU-2024-NARIC - [Centres d'information sur la reconnaissance académique nationale](#)

Échéance : 18/12/2024

Budget de l'appel : 3 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 100.000 à 300.000 €

ERASMUS-EDU-2024-EHEA - [Espace européen de l'enseignement supérieur](#)

Échéance : 18/12/2024

Budget de l'appel : 6 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 500.000 à 750.000 €

Erasmus + - SportPPPA-SPORT-2024-EMERGENCY-YOUTH - [Sport Supports - Actions sportives d'urgence pour la jeunesse](#)

Échéance : 17/10/2024

Budget de l'appel : 1,92 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 400.000 €

Corps européen de solidaritéESC30-SOL – [Projets de solidarité](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué - Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé

13

ESC51-VTJ – [Projets de volontariat](#)

Échéance : 8/10/2024

Budget de l'appel : non indiqué - Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé

ESC50-QLA – [Label Qualité décentralisé](#)

Échéance : 31/10/2024

Budget de l'appel : non applicable- Contribution de l'UE par projet : non applicable

Europe Créative – CultureCulture Moves Europe - [Action de mobilité individuelle](#)

Échéance : 30/11/2024

Budget de l'appel : non indiqué – Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé

Europe Créative – MEDIACREA-MEDIA-2025-DEVSLATE - [Développement du catalogue européen](#)

Échéance : 5/12/2024

Budget de l'appel : 18 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 90.000 à 510.000 €

CREA-MEDIA-2025-TVONLINE – [Contenu TV et en ligne](#)

Échéance : 5/12/2024

Budget de l'appel : 20 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 300.000 à 2 millions d'€

CREA-MEDIA-2025-MEDIA360 – [Média 360°](#)

Échéance : 9/01/2025

Budget de l'appel : 21 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

CREA-MEDIA-2025-INNOVBUSMOD - [Outils et modèles d'entreprise innovants](#)

Échéance : 16/01/2025

Budget de l'appel : 8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

CREA-MEDIA-2025-DEVVGIM - [Développement de jeux vidéo et de contenus immersifs](#)

Échéance : 12/02/2025

Budget de l'appel : 7 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 200.000 €

CREA-MEDIA-2025-FILMOVE - [Films on the Move](#)

Échéance : 20/03/2025

Budget de l'appel : 16 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

CREA-MEDIA-2025-AUDFILMEDU - [Développement du public et éducation cinématographique](#)

Échéance : 27/03/2025

Budget de l'appel : 6 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

CREA-MEDIA-2025-TRAINING - [Développement des compétences et des talents](#)

Échéance : 24/04/2025

Budget de l'appel : 7,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

ÉNERGIE / ENERGIA

Mécanisme pour l'interconnexion de l'Europe – volet Energie

CB-RES - CB-RES - [Appel pour obtenir le statut de projet d'énergie renouvelable transfrontière](#)

Échéance : 7/01/2025

Budget de l'appel : non applicable – Contribution de l'UE par projet : non applicable

Secrétariat pour une énergie propre dans les îles de l'UE

[Follower Islands](#) (accompagnement, renforcement de compétences et coaching pour l'élaboration d'une stratégie de transition énergétique des îles de l'UE)

Échéance : 25/11/2024

Budget de l'appel : non applicable - Contribution de l'UE par projet : non applicable

14

ENVIRONNEMENT / AMBIENTE

PPPA-2024-MUNITIONS - [Sauver nos mers – Réduire le danger des munitions déversées dans les mers européennes](#)

Échéance : 21/11/2024

Budget de l'appel : 5,59 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 5,59 millions d'€

LIFE-2025-TA-CAP – [assistance technique en matière de renforcement des compétences](#)

Échéance : 28/01/2025

Budget de l'appel : 8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 350.000 à 450.000 €

INDUSTRIE DE LA DEFENSE ET ESPACE / INDUSTRIA DI A DIFESA È DI U SPAZIU

EDF-2024 – [Fonds européen de la défense 2024](#)

Échéance : 5/11/2024

Budget de l'appel : 1,1 milliards d'€

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME / MERCATU INTERNU, INDUSTRIA, IMPRESARIATU È PME

SILEO – [2^{ème} appel à projets pour l'adoption de technologies avancées](#)

Échéance : 25/10/2024

Budget de l'appel : 262.500 € - Contribution de l'UE par projet : 10.500 €

POLREC - [Formation sur le recyclage des polymères](#)

Échéance : 31/10/2024

Budget de l'appel : 105.000 € - Contribution de l'UE par projet : 1.460 €

GEMSTONE – [Green Manufacturing - soutenir la relance et la résilience des PME industrielles :](#)

[Formation](#) Échéance : 31/10/2024 ; 31/12/2024

Budget de l'appel : 62.000 € - Contribution de l'UE par projet : 2.000 €

RESIST - [La résilience grâce à des processus et une production durables pour l'industrie automobile européenne : Services de coaching et de mentorat](#)

Échéance : 1/11/2024

Budget de l'appel : 190.000 € - Contribution de l'UE par projet : 7.500 €

EUROCLUSTER ELBE - [soutien financier à l'internationalisation - Royaume-Uni, États-Unis, Brésil et Japon](#)

Échéance : 3/11/2024

Budget de l'appel : 53.000 € - Contribution de l'UE par projet : 1.500 à 2.500 €

fuTOURISME - [Appel à projets innovants dans le domaine du tourisme](#)

Échéance : 27/11/2024

Budget de l'appel : 1,8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 30.000 €

RESIST - [La résilience grâce à des processus et une production durables pour l'industrie automobile européenne : Formation](#)

Échéance : 30/11/2024

Budget de l'appel : 15.000 € - Contribution de l'UE par projet : 250 à 750 €

SMP-COSME-2024-SEE - [Entreprises de l'économie sociale : renforcement des capacités et opportunités commerciales pour les entreprises sociales circulaires](#)

Échéance : 10/12/2024

Budget de l'appel : 8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 2 millions d'€

RESIST - [La résilience grâce à des processus et une production durables pour l'industrie automobile européenne : Réseautage et marketing](#)

Échéance : 20/12/2024

Budget de l'appel : 15.000 € - Contribution de l'UE par projet : 250 à 750 €

RESIST - [La résilience grâce à des processus et une production durables pour l'industrie automobile européenne : Voyage international](#)

Échéance : 20/12/2024

Budget de l'appel : 30.000 € - Contribution de l'UE par projet : 2.000 €

GEMSTONE – [Green Manufacturing - soutenir la relance et la résilience des PME industrielles :](#)

[Exploration](#)

Échéance : 31/10/2024 ; 31/12/2024

Budget de l'appel : 48.000 € - Contribution de l'UE par projet : 1.500 €

SMP-COSME-2024-EEN-01 - [Enterprise Europe Network](#)

Échéance : 4/02/2025

Budget de l'appel : 182,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1,96 millions d'€

INGENIOUS – [Renforcer la résilience et accélérer la transition vers une économie verte et numérique dans les industries à forte intensité énergétique : Formation](#)

Échéance : 14/02/2025

Budget de l'appel : 25.000€ - Contribution de l'UE par projet : 250 €

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

CEF-T-2024-SUSTMOBGEN - [Mobilité multimodale et durable](#) - Échéance : 21/01/2025
Budget de l'appel : 160 millions d'€ - Contribution par projet : 1 million d'€ min.

CEF-T-SAFEMOBGEN - [Mobilité sûre et sécurisée](#) - Échéance : 21/01/2025
Budget de l'appel : 160 millions d'€ - Contribution par projet : 1 million d'€ min.

CEF-T-SIMOBGEN - [Mobilité intelligente et interopérable](#) - Échéance : 21/01/2025
Budget de l'appel : 640 millions d'€ - Contribution par projet : 1 million d'€ min.

CEF-T-2024-AFIFGEN - [Infrastructure pour carburants alternatifs – Enveloppe générale](#) Échéances : 11/06/2025 ; 17/12/2025
Budget de l'appel : 780 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : au minimum 1 million d'€

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE / PULITICA REGIUNALE È URBANA

EUI-IA – [Initiative urbaine européenne : actions innovatrices](#)
Échéance : 14/10/2024
Budget de l'appel : 90 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 5 millions d'€

I3-2023-CAP2b - [I3 : Renforcement des capacités](#)
Échéance : 14/11/2024
Budget de l'appel : 13 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 500.000 à 1,5 millions d'€

I3-2024-INV1 - [Volet 1 - « Soutien financier et de conseil aux investissements dans des projets d'innovation interrégionaux »](#)
Échéance : 5/12/2024
Budget de l'appel : 31 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 2 à 10 millions d'€

I3-2024-INV12a - [Volet 2a - « Soutien financier et de conseil au développement des chaînes de valeur dans les régions les moins développées »](#)
Échéance : 5/12/2024
Budget de l'appel : 36 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 2 à 10 millions d'€

16

RECHERCHE ET INNOVATION / RICERCA È INNUVAZIONE

Actions Marie Curie

HORIZON-MSCA-2024-DN-01-01 – [Réseaux doctoraux](#)
Échéance : 27/11/2024
Budget de l'appel : 608 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé (coûts institutionnels, bourses, besoins particuliers)

HORIZON-MSCA-2024-RR-01-01 – [Chercheurs en danger 2024](#)
Échéance : 14/01/2025
Budget de l'appel : 1,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 1,5 millions d'€

HORIZON-MSCA-2024-SE-01-01 – [Échanges de personnel 2024](#)
Échéance : 5/02/2025
Budget de l'appel : 99,5 millions d'€
Contribution de l'UE par projet : calcul personnalisé

Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement

ICAERUS - [Relever les défis agricoles ou ruraux à l'aide de drones et/ou de leurs services](#)
Échéance : 16/10/2024
Budget de l'UE : 300.000 € - Contribution de l'UE par projet : 50.000 €

Farmtopia - [Démocratiser l'agriculture numérique grâce à des solutions intelligentes pour les petites exploitations agricoles](#)
Échéance : 7/01/2025
Budget de l'appel : 900.000 € - Contribution de l'UE par projet : 100.000 €

Climat, Energie et mobilité

HORIZON-CL5-2024-D4-02 - [Utilisation efficace, durable et inclusive de l'énergie](#)

Échéance : 4/02/2025

Budget par appel : 50 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 à 8 millions d'€

HORIZON-CL5-2024-D3-02 - [Approvisionnement énergétique durable, sûr et compétitif](#)

Échéance : 4/02/2025

Budget par appel : 138,6 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 600.000 € à 15 millions d'€

Culture, créativité et société inclusive

HORIZON-CL2-2024-HERITAGE-ECCCH-01 - [Un Cloud collaboratif européen pour le patrimoine culturel - 2024](#)

Échéance : 22/01/2025

Budget de l'appel : 48 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 3 à 6 millions d'€

Élargir la participation et renforcer l'espace européen de la recherche

HORIZON-WIDERA-2024-GENDER-Prize - [Prix de l'UE pour les champions de l'égalité entre les hommes et les femmes \(éditions 2024 et 2025\)](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 400.000€ - Contribution de l'UE par projet : 100.000€

EIC – Conseil européen de l'innovation

HORIZON-EIC-2024-PATHFINDERCHALLENGES-01-01 - [Dispositifs solaires-to-X pour la consommation décentralisée de carburants, de produits chimiques et de matériaux renouvelables comme voie d'atténuation du changement climatique](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 24 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 millions d'€

HORIZON-EIC-2024-PATHFINDERCHALLENGES-01-05 - [Renforcer la durabilité et la résilience des infrastructures spatiales de l'UE](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 24 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 millions d'€

HORIZON-EIC-2024-PATHFINDERCHALLENGES-01-02 - [Vers le ciment et le béton comme puits de carbone](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 24 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 millions d'€

HORIZON-EIC-2024-PATHFINDERCHALLENGES-01-03 - [Alternatives inspirées de la nature pour les emballages alimentaires et les films pour l'agriculture](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 24 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 millions d'€

HORIZON-EIC-2024-PATHFINDERCHALLENGES-01-04 - [Nanoélectronique pour les appareils intelligents économes en énergie](#)

Échéance : 16/10/2024

Budget de l'appel : 24 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 millions d'€

HORIZON-EIC-2024-ACCELERATOR-01 – [Accélérateur 2024](#)

Échéance : 24/12/2024

Budget de l'appel : 675 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 500.000 à 17,5 millions d'€

EIE – Ecosystèmes d'innovation interconnectés

InnovativeSMEs - [Partenariat européen sur les PME innovantes / Innnowide CALL 3](#)

Échéance : 15/10/2024

Budget de l'appel : 4,2 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 60.000 €

EIT – Institut européen d'innovation et de technologie

EITUM-BP23-25 – [Mobilité urbaine 2023-2025 : Appel à candidatures pour l'école de master et l'académie des boursiers](#)

Échéance : 10/10/2024

Budget de l'appel : 1,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 20.000 à 180.000 €

Strategic Synergies – [Co-créez nouveau Bauhaus européen](#)

Échéance : 10/10/2024

Budget par appel : 360.000 € - Contribution de l'UE par projet : 45.000 €

EIT-RM-BP23-25 - [Matières premières 2024 Appel FAST-TRACK](#)

Échéance : 18/10/2024

Budget par appel : 5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 500.000 €

EITM BP 2023-2025 - [Inno2Market - Renforcer les PME 2024](#)

Échéance : 18/11/2024

Budget de l'appel : 1 million d'€

Contribution de l'UE par projet : 60.000 €

EITM BP 2023-2025 - [Inno2Market – Innovate Together 2024](#)

Échéance : 6/12/2024

Budget de l'appel : 5 millions – Contribution de l'UE par projet : 800.000 €

HEI Initiative - [Initiative de l'EIT pour les établissements d'enseignement supérieur](#)

Échéance : 12/12/2024

Budget de l'appel : 56 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1,34 millions d'€

ERC - conseil européen de la recherche

ERC-2025-STG – [Subvention de démarrage](#)

Échéance : 15/10/2024

Budget par appel : 751 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1,5 millions d'€

ERC-2025-SyG – [Subvention de synergie](#)

Échéance : 6/11/2024

Budget par appel : 500 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 10 millions d'€

Infrastructures de recherche

RDA Tiger - [Facilitation par la Research Data Alliance de groupes de travail internationaux ciblés pour des solutions de recherche liées à l'EOSC](#)

Échéance : 3/12/2024

Budget de l'appel : 100.000 €

Contribution de l'UE par projet : 40.000 €

Missions

HORIZON-MISS-2024-CIT-01 - [Changer les espaces urbains et les mentalités pour accélérer la transition vers la neutralité climatique](#)

Échéance : 11/02/2025

Budget par appel : 98 millions d'€ - Contribution de l'EU par projet : 5 à 15 millions d'€

Numérique, Industrie, Espace

PPPA-2024-INNOVDEPLAN - [Antennes déployables innovantes](#)

Échéance : 30/10/2024

Budget de l'appel : 1,45 millions d'€ - Contribution par projet : 1,45 millions d'€

6G-PATH - [pilotes et essais 6G en Europe](#)

Échéance : 21/11/2024

Budget de l'appel : 1,2 million d'€ - Contribution de l'UE par projet : 60.000 à 300.000 €

AI REDGIO 5.0 - [Alliance entre les régions et les \(E\)DIH pour l'adoption de l'IA à la pointe par les PME manufacturières européennes de l'industrie 5.0 - appel à des expériences innovantes](#)

Échéance : 16/12/2024

Budget de l'appel : 600.000 € - Contribution de l'UE par projet : 60.000 €

MOBIFREE – [Pilotes pour l'internet de la prochaine génération-Liberté mobile MOBIFREE](#)

Échéance : 1/12/2024

Budget de l'appel : 670.000 € - Contribution de l'UE par projet : 5.000 à 50.000 €

Fediversity – [Pilotes pour l'internet de la prochaine génération - Fediversity](#)

Échéance : 1/12/2024

Budget de l'appel : 450.000 € - Contribution de l'UE par projet : 5.000 à 50.000 €

NGIO Commons Fund - [Pilotes pour l'internet de la prochaine génération - Créer, faire mûrir et développer les biens communs de l'internet](#)

Échéance : 1/12/2024

Budget de l'appel : 21,6 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 50.000 à 500.000 €

TALER - [Pilotes pour l'internet de la prochaine génération - Taxable Anonymous Libre Electronic Reserves](#)

Échéance : 1/12/2024

Budget de l'appel : 676.000 € - Contribution de l'UE par projet : 5.000 à 50.000 €

TALOS – [Robotique et intelligence artificielle Living labs améliorant les opérations dans les scénarios photovoltaïques](#)

Échéance : 3/12/2024

Budget de l'appel : 1,8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 140.000 à 200.000 €

HORIZON-JU-Chips-FPA-QAC-1 - [Technologie des puces quantiques pour les pilotes stables](#)

Échéance : 21/01/2025

Budget de l'appel : 50 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 20 à 25 millions d'€

HORIZON-JU-CHIPS-2024-FPA-QAC-2 - [Technologie des puces quantiques pour des ions piégés de haute qualité](#)

Échéance : 21/01/2025

Budget de l'appel : 15 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 15 millions d'€

19

Santé

HORIZON-JU-IHI-2024-08-two-stage - [Appel à projets de l'entreprise commune « l'Initiative pour la santé innovante »](#)

Échéance : 10/10/2024

Budget par appel : 47,55 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 5,2 à 15,7 millions d'€

HORIZON-HLTH-2024-CARE-14-01 - [Achats publics avant commercialisation pour des systèmes de santé et de soins durables sur le plan environnemental, neutres sur le plan climatique et circulaires](#)

Échéance : 26/11/2024

Budget par appel : 15 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 300.000 à 500.000 €

HORIZON-HLTH-2024-DISEASE-13-01 - [Recherche de mise en œuvre pour la gestion de multiples affections à long terme dans le contexte des maladies non transmissibles \(Alliance mondiale pour les maladies chroniques - GACD\)](#)

Échéance : 26/11/2024

Budget par appel : 20 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 300.000 à 400.000 €

HORIZON-HLTH-2024-DISEASE-12-01 - [Partenariat européen pour la préparation à la pandémie](#)

Échéance : 26/11/2024

Budget par appel : 50 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 50 millions d'€

Sécurité civile

HORIZON-CL3-2024-SSRI-01 - [Soutien à la recherche et à l'innovation en matière de sécurité 2024](#)

Échéance : 20/11/2024

Budget par appel : 6,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 1,5 millions d'€

HORIZON-CL3-2024-INFRA-01 - [Infrastructures résilientes 2024](#)

Échéance : 20/11/2024

Budget par appel : 16 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 5 à 6 millions d'€

HORIZON-CL3-2024-FCT-01 - [Lutte contre la criminalité et le terrorisme 2024](#)

Échéance : 20/11/2024

Budget par appel : 41,7 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 3 à 6 millions d'€

HORIZON-CL3-2024-DRS-01 - [Société résiliente aux catastrophes 2024](#)

Échéance : 20/11/2024

Budget par appel : 30 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 3 à 6 millions d'€

HORIZON-CL3-2024-CS-01 - [Cybersécurité renforcée 2024](#)

Échéance : 20/11/2024

Budget par appel : 60,4 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4 à 6 millions d'€

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES / RETI DI CUMUNICAZIONE, CUNTENUTU È TECNULUGIEDIGITAL-2024-BESTUSE-TECH-06-TRUST - [Écosystème européen d'identité numérique et de confiance \(normes et exemples de mise en œuvre\)](#)

Échéance : 5/11/2024

Budget par appel : 20 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

DIGITAL-2024-ADVANCED-DIGITAL-07-KEYCAPACITY - [Compétences numériques avancées](#)

Échéance : 21/11/2024

Budget de l'appel : 55 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 10 millions d'€

DIGITAL-ECCC-2024-DEPLOY-CYBER-07 - [Actions de déploiement dans le domaine de la cybersécurité](#)

Échéance : 21/01/2025

Budget par appel : 102,8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 5 millions d'€

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE

20

EU4H-2024-PJ-02 - [Subvention EU4Health 2024](#)

Échéance : 10/10/2024

Budget par appel : 25,4 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 5 millions d'€

EU4H-2024-PJ-03 - [3^{ème} vague d'appel EU4Health](#)

Échéance : 22/01/2025

Budget par appel : 18,95 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 150.000 à 4,5 millions d'€



CONSULTATIONS PUBLIQUES / CONSULTAZIONE PUBBLICHE

ACTION POUR LE CLIMAT / AZZIONE PER U CLIMA

[Système d'échange de quotas d'émission 2 \(SEQE 2\) – Approbation d'extensions du champ d'application et des quotas supplémentaires correspondants](#) - Échéance : 25/10/2024

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL / AGRICOLTURA È SVILUPPU RURALE

[Promotion des produits agricoles \(règles actualisées\)](#) - Échéance : 11/10/2024

CONCURRENCE / CUNCURRENZA

[Aides d'État dans le secteur de l'aviation – Révision des lignes directrices de la Commission sur les aéroports et les compagnies aériennes](#) - Échéance : 08/10/2024

ÉNERGIE / ENERGIA

[Méthode de détermination des réductions des émissions de gaz à effet de serre \(GES\) imputables aux carburants bas carbone](#) - Échéance : 25/10/2024

[Évaluation de l'architecture de la sécurité énergétique de l'UE](#) - Échéance : 26/11/2024

ENVIRONNEMENT / AMBIENTE

[Directive sur les engagements en matière de réduction des émissions nationales – évaluation](#)
Échéance : 26/11/2024

21

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME / MERCATU INTERNU, INDUSTRIA, IMPRESARIATU È PME

[Expérimentation animale dans les évaluations de la sécurité chimique – Feuille de route de la Commission pour son élimination progressive](#) - Échéance : 15/10/2024

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

[Aides d'État dans le secteur de l'aviation - Révision des lignes directrices de la Commission concernant les aéroports et les compagnies aériennes](#) - Échéance : 8/10/2024

[Label des émissions liées aux vols](#) - Échéance : 22/10/2024

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE / PULITICA REGIONALE È URBANA

[Évaluation à mi-parcours de JASPERS – Assistance technique de l'UE pour les régions européennes](#)
Échéance : 28/10/2024

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE

[Production de viande – inspection ante mortem dans l'exploitation d'origine – modification](#)
Échéance : 22/10/2024



BIBLIOTHÈQUE/BIBBIUTEA

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL / AGRICULTURA È SVILUPPU RURALE

[Règlement d'exécution \(UE\) 2024/2146 de la Commission du 2 août 2024 relatif à des mesures d'urgence temporaires dérogeant, pour l'année 2024, à certaines dispositions du règlement \(UE\) no 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil et du règlement délégué \(UE\) 2017/891 de la Commission en vue de résoudre des problèmes spécifiques dans le secteur vitivinicole et le secteur des fruits et légumes provoqués par des phénomènes météorologiques défavorables](#)

[Rapport final du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture de l'UE « Une perspective commune pour l'agriculture et l'alimentation en Europe » \(disponible uniquement en anglais\) et résumé en français](#)

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n°20/2024: Les plans relevant de la politique agricole commune – Plus verts, mais en deçà des ambitions climatiques et environnementales de l'UE et réponses de la Commission européenne](#)

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n°19/2024 : L'agriculture biologique dans l'UE – Des lacunes et des incohérences compromettent le succès de la politique menée](#)

[Proposition de décision du conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil des membres du Conseil oléicole international \(COI\) en ce qui concerne une méthode d'analyse et la norme commerciale du COI applicable aux huiles d'olive et aux huiles de grignons d'olive et annexe](#)

BUDGET / BUGETTU

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n° 16/2024 : Recettes de l'UE fondées sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés – Des débuts difficiles, marqués par une comparabilité et une fiabilité insuffisantes des données et réponses de la Commission européenne](#)

22

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION / IMPIEGU, AFFARI SUCIALI È INCLUSIONE

[Rapport 2024 sur l'emploi et les développements sociaux en Europe](#)

ÉNERGIE / ENERGIA

[Recommandation \(UE\) 2024/2143 de la Commission du 29 juillet 2024 établissant des lignes directrices pour l'interprétation de l'article 3 de la directive \(UE\) 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le principe de primauté de l'efficacité énergétique](#)

[Rapport de la Commission relatif à l'évaluation du règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat](#)

JUSTICE ET CONSOMMATEURS / GHJUSTIZIA È CUNSUMATORI

[Rapport de la Commission sur la mise en œuvre du plan d'action de l'UE contre le racisme 2020-2025 et sur les plans d'action nationaux contre le racisme et la discrimination](#)

[Communication de la Commission sur la mise en œuvre de la stratégie de l'Union en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025](#)

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME / MERCATU INTERNU, INDUSTRIA, IMPRESARIATU È PME

[Rapport de la Commission relatif à l'évaluation finale du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises \(COSME 2014-2020\)](#)

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

[Approbation du contenu d'un projet de Communication de la commission sur les lignes directrices relatives aux aides d'état au transport terrestre et multimodal](#)

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE / PULITICA REGIUNALE È URBANA

[Rapport de la Commission sur la mise en œuvre de la facilité de prêt au secteur public dans le cadre du mécanisme pour une transition juste en 2024, telle que visée à l'article 16 du règlement \(UE\) 2021/1229](#)

RELANCE / RILANCIU

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne sur l'absorption des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience](#)

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n°14/2024: Transition verte – La contribution de la facilité pour la reprise et la résilience est difficile à déterminer et réponses de la Commission européenne](#)